

Brexit : Theresa May prête à renégocier l'accord

GRANDE-BRETAGNE La PM voudrait rouvrir les discussions avec les Vingt-Sept

► L'annonce de Downing Street intervient à la veille du vote d'amendements à la Chambre des communes.
► Ces amendements seraient susceptibles de donner le contrôle du Brexit aux députés.

LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Un porte-parole de la Première ministre britannique a indiqué lundi à la presse que Theresa May souhaitait se rendre à Bruxelles pour renégocier l'accord de retrait signé fin novembre avec les Vingt-Sept. Downing Street a expliqué, en substance, que la réouverture des négociations était la suite logique à donner au rejet massif de l'accord de retrait lors du vote des Communes du 15 janvier dernier.

« L'accord, qui inclut l'accord de retrait et donc le "backstop", a été rejeté avec une très large avance par les députés. Si nous voulons quitter l'UE avec un accord, il va falloir apporter (au texte) des changements significatifs pour obtenir le soutien des parlementaires », a affirmé le porte-parole de Mme May.

Cette déclaration vient expliciter ce que la cheffe de l'exécutif avait laissé entrevoir aux députés il y a une semaine. Lors de la présentation de ce qui était censé être son « plan B » pour le Brexit, la leader conservatrice avait en effet promis de trouver un moyen d'améliorer l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de l'UE rejeté sans appel six jours auparavant par les élus des Communes.

Publiquement, Theresa May elle-même n'a encore pas confirmé ce changement de cap mais, si la Première ministre le fait, cela marquera un tournant important dans la stratégie de l'exécutif.

Depuis l'automne dernier, la cheffe de file des conservateurs a en effet insisté à

de nombreuses reprises sur le caractère inéluctable de « l'assurance irlandaise » qui prévoit le maintien du Royaume-Uni au sein de l'union douanière européenne après 2020 si aucun accord commercial n'est trouvé entre Londres et les Vingt-Sept d'ici là.

Cependant, ces derniers jours, Downing Street a été bien obligé de se rendre à l'évidence. Les tentatives d'intimidation des députés - les fameux « No deal » et « No Brexit » brandis par M^{me} May - ont lamentablement échoué à faire rentrer dans le rang les élus pro-européens du parti conservateur tout comme les

Les patrons de plusieurs chaînes de supermarchés ont mis en garde les autorités contre les risques de pénuries alimentaires

Brexiters les plus radicaux. De même, les prétendus pourparlers de Theresa May avec les autres leaders des partis représentés à Westminster le 17 janvier n'ont débouché sur aucune avancée. A deux mois de la sortie programmée du Royaume-Uni de l'UE, l'impasse est totale et l'exécutif est plus que jamais sous pression des entreprises britanniques pour éviter une sortie brutale de l'UE le 29 mars.

Dans une lettre adressée au gouvernement, les dirigeants de plusieurs chaînes de supermarchés ont mis en garde les autorités contre les risques de pénuries alimentaires en cas de « No deal ».

Les signataires de la lettre attirent aussi l'attention des autorités sur l'inflation des denrées alimentaires « à cause d'une augmentation des coûts de transport, d'une dévaluation de la livre et (de l'instauration) de tarifs douaniers ».

La publication de cette lettre intervient à un moment potentiellement crucial du débat parlementaire à Westminster. Les députés doivent voter mardi plusieurs amendements qui ont vocation à ouvrir des perspectives autres pour le

Royaume-Uni que le catastrophique « No deal » vers lequel se dirige le pays.

Parmi les 19 amendements déposés lundi, celui du conservateur Graham Brady propose que le « "backstop" irlandais soit remplacé par une solution alternative qui évite une frontière en dur » entre les deux Irlande.

Selon le député Brady, le vote d'un tel

amendement - auquel la Première ministre a apporté son soutien - donnerait à Theresa May « une incroyable force de frappe » pour réclamer des concessions de la part des Vingt-Sept. Mais le caractère vague de l'amendement suscitait lundi soir la plus grande méfiance de la part des députés membres du European Research Group (ERG) de Jacob Rees-Mogg. L'autre amendement très discuté à Westminster lundi était celui déposé par la travailliste Yvette Cooper et le conservateur Nick Bowles. Il vise à écarteler le risque d'une sortie sans accord en octroyant aux députés le droit de demander à l'UE un délai supplémentaire de neuf mois si l'accord défendu par M^{me} May n'est pas adopté d'ici au 26 février. Cependant, lundi soir, l'amendement suscitait beaucoup de divisions au sein du Parti travailliste car la demande d'un délai supplémentaire auprès de l'UE risquait d'être perçue par certains électeurs comme une marque de mépris de l'élite à l'endroit des « gens ordinaires », selon le député John Trickett.

Lundi soir, la probabilité de voir les députés se mettre d'accord sur un mécanisme susceptible d'aboutir à une sortie de crise semblait infinitésimale. A Bruxelles, l'adjointe du négociateur du Brexit pour l'UE Michel Barnier, Sabine Weyand, a rappelé qu'il fallait « une majorité stable pour assurer la ratification de l'accord » et qu'il n'y avait plus de négociations entre Londres et les Vingt-Sept. « C'est terminé », a déclaré M. Weyand. ■

AMANDINE ALEXANDRE

APPROVISIONNEMENT

L'inquiétude des chaînes de supermarchés

Les rayons des magasins britanniques seront moins bien garnis en cas de Brexit sans accord, ont

prévenu plusieurs chaînes de supermarchés. Dans une lettre adressée aux députés et publiée lundi, ces enseignes - notamment les supermarchés Sainsbury's et Asda, leur concurrent Waitrose, les magasins Marks

and Spencer, ou encore les chaînes de fast-food McDonald's et KFC - dressent un tableau sombre des conséquences d'un Brexit sans accord, avec un impact douloureux d'abord pour les consommateurs. (afp)